

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0, 50 F

SAMEDI 16 DECEMBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX:

EDITORIAL L'IMPUISSANCE DE LA BOURGEOISIE LOCALE

Réunions et prises de positions se succèdent sur le problème de l'économie des Antilles. La revue de la chambre de commerce de Martinique "Promotion" s'interroge sur l'incidence des accords de LOME sur les exportations locales. En Guadeloupe, c'est le groupe dit des MFI (moyenne et petite industrie) qui vient de sortir une brochure portant sur les problèmes de la création d'entreprises aux Antilles. La jeune chambre économique de la Guadeloupe organise quant à elle, le vendredi 16, une table ronde sur les problèmes agricoles.

Ainsi donc tout le monde s'intéresse aux problèmes économiques et chacun d'y aller d'un petit couplet aux airs quasi-contestataires. On parle de "spécificité", de "droit à la différence" etc... dans le cadre français évidemment !

Comment attendre autre chose de ces milieux d'affaires !

Le drame de cette petite bourgeoisie urbaine antillaise et de la faible bourgeoisie qui la surmonte, c'est que toutes les deux ensemble elles n'arrivent pas à avoir un poids suffisant pour acquiescer assez d'indépendance par rapport à la "métropole". Si bien que malgré les difficultés qu'une fraction d'entre elles rencontre, malgré les velléités nationalistes des autres, elles sont contraintes de poser comme préalable à toutes leurs récriminations et grincements de dents la nécessité de rester dans "le cadre français".

Formule magique ! Qui a en tout cas un sens très concret pour cette faible bourgeoisie locale. La présence française a surtout pour elle l'énorme avantage de constituer une protection contre les luttes des travailleurs. La peur des classes pauvres ouvrières et paysannes est telle que bien des bourgeois qui en ont assez d'une situation économique qui leur est assez défavorable, préfèrent s'en remettre à la présence française. Alors toutes leurs récriminations, toutes leurs brochures savantes sur les problèmes de l'économie ne sont finalement que la manifestation de leur impuissance. A défaut de se battre et d'imposer leurs "droits" les bourgeois locaux MPI, Chambre de commerce et autres sont bien obligés de subir en géignant les conditions imposées par la concurrence sur le marché français. Tant pis pour eux finalement.

Suite page 2

BEAUPORT: LES TRAVAILLEURS DÉTERMINÉS À SE BATTRE

Les travailleurs de l'usine Beauport ont à nouveau observé 48 heures de grève mercredi 15 et jeudi 16 décembre.

La direction continue à faire la sourde oreille aux principales revendications des ouvriers :

- Réemploi des 13 travailleurs licenciés,

- Pas de licenciement dans l'entreprise,

- Paiement intégral du mois de mars 1977 au cours duquel le personnel avait été lock-outé.

Dans un communiqué remis à la presse mercredi dans la matinée, les travailleurs de Beauport ont fait savoir qu'ils at-

tendraient jusqu'au mardi 20 décembre pour avoir une réponse de la direction.

Au cas où celle-ci ne donnerait pas de réponse ou ferait une réponse négative, ceux de Beauport ont dit leur volonté de reprendre la grève et cette fois jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction sur leurs principales revendications.

Il est presque certain que les travailleurs de Beauport seront obligés d'en arriver là, car comme tous les patrons, ceux de Beauport ne vont prier que s'ils sentent qu'en face d'eux, les travailleurs ne sont pas décidés à se laisser faire, en un mot que s'ils sont contraints et forcés.

Suite page 2

MARTINIQUE L'INDÉPENDANCE AU BOUT DU BALLON DE FOOTBALL

Les clameurs se sont tues à Rivière-Pilote après la victoire de l'équipe de cette localité lors de la finale départementale de la coupe de France.

En effet, on a eu droit à plusieurs déclarations de Marie-Jeanne, maire de Rivière-Pilote, et président de l'équipe du Racing-Club de Rivière-Pilote, disant que cette victoire était due à l'esprit "national" de l'équipe et affirmant que c'était une victoire de l'indépendance devant plus de 3 000 personnes rassemblées lors de la fête patronale.

Si on suit le raisonnement de Marie-Jeanne, comme la Samaritaine avait gagné l'an passé, c'était une victoire de la départementalisation ! Et comme trois ans auparavant le Golden Star s'était fait battre, 8 buts à 0, par Nice, c'était une catastrophe nationale !

De plus, mis à part un billet de voyage en France pour une quinzaine de joueurs et d'accompagnateurs, on voit mal ce que cette victoire de l'indépendance aura rapporté aux Martiniquais.

Rien n'a changé dans la situation coloniale que vit la Martinique : oppression et exploitation sont toujours présentes.

C'est donc la preuve, qu'en dépit des déclarations ronflantes, l'avenir de la Martinique ne se trouve pas au stade Louis Achille. Il se trouve dans la mobilisation de la population contre l'ordre colonial.

GUADELOUPE INSTITUT PASTEUR une direction au-dessus des lois

Malgré la décision du tribunal de Basse-Terre d'obliger la direction de l'Institut Pasteur à réintégrer un agent qui avait été abusivement licencié au cours du mois de juillet, la direction a décidé de maintenir la mesure de licenciement.

Le directeur prétend être de toutes façons couvert par le ministère du Travail à Paris, qu'il aurait contacté directement, et qu'incessamment arrivera une lettre de ce ministère entérinant cette décision.

Ainsi, pour la direction de Pasteur, l'Inspection du Travail de Guadeloupe qui avait donné raison au travailleur licencié, le Tribunal de Basse-Terre qui à plusieurs reprises a exigé la réintégration et condamné la direction à payer intégralement les jours de mise à pied,

Suite page 2

J. BIBRAC

Directeur de publication :
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

supplément au mensuel
2^{ème}

N° 8 2

BEAUPORT

suite

Nombreux sont les travailleurs qui ont déjà compris cela, il leur appartient de le faire comprendre à d'autres.

Mais dès maintenant, ceux de Beaufort doivent poursuivre l'information en direction du public comme ils l'ont déjà fait en s'adressant à la presse parlée et écrite, en diffusant massivement des tracts à la population et aux travailleurs d'autres secteurs, en tenant des réunions publiques et en manifestant dans différentes communes notamment celles des alentours de l'usine.

Pour réaliser tout cela il leur faudra faire appel à tous, et s'organiser de mieux en mieux.

o - o - o

EDITORIAL

suite

ment si leurs compères qui exploitent les paysans et les ouvriers agricoles des pays africains constituent des groupes d'intérêts plus puissants que leur lobby local.

Ce ne sont pas les travailleurs qui prendront fait et cause pour eux. Si les capitalistes de l'import-export et les MPI sont en difficulté, ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Car ils sont les plus fidèles défenseurs du système colonial.

INSTITUT PASTEUR

suite

toutes ces instances administratives et juridiques locales sont quantités négligeables. Et c'est avec le plus superbe mépris que les cadres dirigeants de Pasteur et le ministère, s'il faut les en croire, se placent au-dessus de leur propre légalité.

Pour protester contre un tel abus de pouvoir, une partie du personnel s'est mis en grève. Ces travailleurs exigent la réintégration de leur camarade et le paiement des quatre mois pendant lesquels il est resté au chômage.

Ces travailleurs grévistes ont bien raison de refuser le diktat de la direction de Pasteur. Ce qui se passe aujourd'hui dans cet Institut, c'est un véritable scandale ! Et bien au-delà de ceux de Pasteur, c'est l'ensemble des travailleurs et des autres catégories sociales guadeloupéennes qui doivent se sentir concernés. Car l'acte de la direction de Pasteur, ce n'est ni plus ni moins qu'un acte raciste et colonialiste. C'est dire qu'il s'adresse à l'ensemble de la population.

OUI L'INDÉPENDANCE EST POSSIBLE ECONOMIQUEMENT

De tous côtés on discute de l'économie, mais c'est pour chercher des solutions dans le cadre du système actuel.

Ni à droite, ni à gauche, on n'envisage la possibilité d'une économie des Antilles échappant totalement à la dépendance coloniale française.

Pour tous les partis politiques, et même pour les autonomistes, pour les milieux d'affaires, l'indépendance serait synonyme d'impossibilité ou de faillite économiques.

Pour les départementalistes comme pour les autonomistes, il est impossible de réaliser un programme économique dans un état indépendant. Le prétexte de "l'aide de la France" sert de fondement à cette position.

Nous pensons qu'il faut au contraire mettre fin au pillage des Antilles par les groupes capitalistes du sucre, de la construction et du tourisme, de l'import-export et depuis peu de l'immobilier. Cela représente infiniment plus que les sommes allouées à la Martinique et à la Guadeloupe par l'état français - en grande partie d'ailleurs pour les dépenses de fonctionnement de cet état.

Comment financer un programme économique qui se donne d'autres buts que ceux de

l'économie de pillage actuelle. Eh bien, tout d'abord en commençant par mettre fin au pillage lui-même. Deuxièmement, il s'agira de réduire les dépenses de fonctionnement de l'état. Ce qui veut dire que l'état que nous voulons sera très différent de ce qui existe actuellement. Un état qui soit celui des pauvres, des travailleurs, sera un état à bon marché. Il n'y aura pas toutes ces dépenses militaires et policières actuelles. Il n'y aura pas toute cette lourde administration où des gens sont payés pour faire des travaux qui n'ont aucune utilité sociale. Le financement viendra aussi de l'économie réalisée en diminuant les importations des biens que l'on peut produire localement - notamment dans le domaine alimentaire. Mais aussi dans celui des produits d'industrie légère, ou celui de la transformation agro-alimentaire.

La troisième source de revenus sera constituée par l'obligation faite aux bénéficiaires des grandes sociétés capitalistes d'être réinvestis sur place.

Ces moyens financiers ajoutés à ceux que l'état colonial utilise déjà ne peuvent pas conduire à faire ni moins bien, ni moins que lui. Bien au contraire, cela conduira nécessairement à dégager l'économie de l'enlèvement où elle se trouve aujourd'hui.

FORT DE FRANCE

LA PRÉFECTURE RECULE DEVANT LA COLÈRE DES CAMIONNEURS

Devant la colère des camionneurs, la préfecture a cédé.

On se souvient que celle-ci prétendait imposer aux camionneurs l'installation sur leurs machines d'un appareil, le tachygraphe, destiné à contrôler vitesse, arrêt, etc... Cet appareil coûtant autour des 2.000 F, les camionneurs ont réagi immédiatement. Et le 12 ils décidaient de bloquer la circulation de Fort-de-France.

Suite à cette action, la préfecture a donc cédé.

Et le fait que le préfet, par Renard interposé (Renard conseiller général), ait assorti la mesure de restrictions n'enlève rien à la victoire des camionneurs de la SOTRAMCA. En effet, les camions dont les propriétaires seront les

conducteurs ne sont pas contraints d'installer un tachygraphe.

Il a fallu pour cela l'immobilisation de la ville toute une matinée, pour contraindre la préfecture et le Conseil Général à assouplir leur position, ce qui démontre que l'obligation du tachygraphe n'avait aucune raison d'être.

Mais pour la simple raison que cela répondait au vœu d'enrichir un peu plus un de ces commerçants de la place, alors préfet et consorts n'ont pas hésité à frapper cette catégorie d'artisans que sont les camionneurs.

Ceux-ci par cette démonstration de force ont fait voir que de toute manière ils ne sont pas prêts à s'en laisser imposer par qui que ce soit.

L'ORDINATEUR: UNE MACHINE CONTRE LES ELECTEURS DE FORT-DE-FRANCE

La majorité a un nouveau cheval de bataille, celui de réclamer à la municipalité de Fort-de-France l'établissement des listes des électeurs de la ville sur l'ordinateur de la préfecture.

Leur argument est que 10.000 cartes d'électeurs seraient retournées à la mairie parce qu'elles n'arrivent pas à leurs destinataires.

Mais une telle leçon d'honnêteté électorale venant de gens qui payent des pots-de-vin, donnent de l'argent, font voter les morts, nous fait rire.

Les élus de la fraude ou leurs partisans, les Bally, Renard, Laventure cherchent à faire croire que l'ordinateur réglerait simplement tous les problèmes

liés à l'établissement de la liste électorale. L'ordinateur ne fait qu'enregistrer tous les renseignements qui lui sont donnés. Le problème n'est pas là. Et la preuve est que lors des élections municipales du Marin, l'ordinateur de la préfecture avait établi 3 listes électorales différentes. Et c'est en jouant sur cette différence que Charron a pu se faire élire.

Alors le fait que la municipalité de Fort-de-France refuse de confier les listes à la préfecture, c'est-à-dire dans les mains d'une administration qui a montré sa complaisance pour les fraudeurs, se comprend fort bien.